



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

25-02-2016

La CGT doit appeler à une grande grève interprofessionnelle

Ce mardi 23 février, une réunion des organisations syndicales (CGT-CFDT-FO- SOLIDAIRES-UNSA) mais aussi les syndicats de la jeunesse (UNEF-UNL-FIDL) était censée riposter aux textes gouvernementaux qui veulent : supprimer les garanties de l'emploi, la rupture du contrat de travail et donner au patronat le droit de licencier les salariés, remplacer les 35h. hebdomadaire par un horaire défini par l'employeur, selon ses besoins. Le retour aux 40 h. et plus est prévu – supprimer des garanties salariales nationales comme le SMIC et celle des statuts particuliers de la SNCF, de la Poste etc...

Tout cela est contenu de façon ouverte ou dissimulée dans les fameux textes de Badinter et d'autres, dans la réforme du code du travail de Mme El Khomeri, chargée par Hollande et Valls de faire passer tout ça auprès des organisations syndicales.

Elle a l'accord du secrétaire de la CFDT - L. Berger qui a participé de « négociation » en « négociation » à la rédaction finale du texte proposé. Il avait d'ailleurs déclaré la veille à France-Inter : « Pas question de jeter le bébé avec l'eau du bain » !

« Aucune condamnation du texte gouvernemental, aucun appel à la lutte des salariés mais au contraire une offre de service pour « dialoguer » une fois de plus.

Et c'est signé par la CGT ! C'est la logique du syndicalisme rassemblé ! S'aligner sur les positions des professionnels des accords au rabais » écrit un militant CGT en colère

René GATTAZ, Président du MEDEF est content : « Celle loi va dans le bon sens, il faut aller jusqu'au bout, il ne faut surtout pas qu'elle soit dénaturée. Ce serait mauvais pour le moral des entrepreneurs ».

Une fois de plus on trouve le patronat et la CFDT côte à côte contre les travailleurs !

J.C. Mailly de FO n'a pas signé le texte, « il pense qu'un dossier aussi important que celui-ci mérite une grève ».

Ph. Martinez pour la CGT n'appelle pas à l'action, il parle vaguement d'une initiative qui pourrait avoir lieu le 31 mars. C'est tout

Le mécontentement et la volonté d'agir ont encore beaucoup grandi ces derniers jours dans tout le pays. A la SNCF, contre la casse du statut des cheminots les Syndicats CGT et Sud-Rail annoncent une grève pour le 9 mars, à la RATP la CGT a lancé la préparation d'une grève contre les suppressions d'emplois, pour les salaires, contre la dégradation du service public.

Les militants CGT veulent que leur syndicat joue son rôle d'organisateur de la lutte des salariés contre les coups du capital et de son gouvernement. La seule limite que les capitalistes connaissent c'est la force de résistance que les salariés et le peuple leur opposent. Il est urgent que cette exigence monte de partout. La lutte est urgente et possible.